

PROGRAMME

WEBINAIRE

LES DÉFENSEUR·SE·S DES DROITS SUR LE BANC DES ACCUSÉ·E·S

RD-Congo : état des lieux de la
criminalisation des défenseur·se·s des droits
humains dans un pays en crise (2020-2022)

Le 29 novembre 2022 à partir de 9h30 (heure
de Kinshasa et Paris)

Inscriptions : urlz.fr/jHdO



9H30 Mot de bienvenue et introduction

Margaux Chassagnon

Chargée de projets et partenariats | Agir ensemble pour les droits
humains

9H35 Introduction : la criminalisation de défenseur·se·s des droits humains dans le monde

Michel Forst

Conseiller spécial | Agir ensemble pour les droits humains
Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des défenseurs
de l'environnement

Ex-rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des
défenseurs des droits humains

9H45 Quel bilan peut-on faire suite à l'investiture du Président Félix Tshisekedi sur les plans politique, sécuritaire, humanitaire, et des droits humains ?

Nancy Maisha

Chargée de projets | SOS IJM

9H50 Grand témoin - Criminalisés pour avoir dénoncé la corruption

Espoir Ngalukiye

Activiste non violent, défenseur des droits humains | La Lucha

9H57 La criminalisation des défenseur.se.s des droits humains et comment y faire face ?

Nancy Maisha

Chargée de projets | SOS IJM

Jean Luc Bahati

officier de protection | SUWE

10H27 Grand témoin - Expérience d'une femme défenseuse face à l'arbitraire

Nadia Nyamushiya

Activiste non violente, défenseuse des droits humains | La Lucha

10H34 Questions et réponses

Inscription obligatoire : urlz.fr/jHdO

**Un événement organisé dans le cadre du projet RISC
(Renforcer les Initiatives pour Secourir les défenseurs des
droits humains de la République Démocratique du Congo)**



Lancé le 1er septembre 2021, le projet RISC fait suite à « RISK » et « RISK 2 », qui ont permis depuis 2016 de mettre en place dans les deux provinces du Nord et du Sud Kivu un mécanisme de protection des défenseur.se. des droits humains en danger.

Ce projet est mis en œuvre en consortium par Agir ensemble pour les droits humains et ses deux partenaires de terrain, SOS-IJM et la SUWE. Le projet est soutenu par le Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas